

Worldline

Société anonyme

80, quai Voltaire
95870 Bezons

Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2018

Deloitte & Associés
6, place de la Pyramide
92908 Paris-La Défense Cedex

Grant Thornton
29, rue du Pont
92200 Neuilly-sur-Seine

Worldline

Société anonyme

80, quai Voltaire
95870 Bezons

Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2018

A l'Assemblée générale de la société Worldline,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par les Assemblées générales, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Worldline relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au Comité des comptes.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « *Responsabilités des Commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés* » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n°537/2014 ou par le code de déontologie de la profession de Commissaire aux comptes.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Evaluation des titres de participation

Note « Principes, règles et méthodes comptables - Immobilisations financières » et Note 3 « Immobilisations financières » de l'annexe des comptes annuels

| Point clé de l'audit | Réponse apportée |
|---|---|
| <p>Au 31 décembre 2018, les titres de participation sont inscrits au bilan pour une valeur nette comptable de 3 090,1 millions d'euros, soit 91% du total de l'actif. Ils sont comptabilisés à leur date d'entrée au coût d'acquisition.</p> <p>Lorsque la valeur d'utilité des titres est inférieure à leur valeur d'acquisition, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence. La valeur d'utilité est déterminée en tenant compte de la quote-part de situation nette réestimée et des perspectives de rentabilité.</p> <p>Les perspectives de rentabilité requièrent l'exercice du jugement de la Direction notamment sur les hypothèses de flux de trésorerie.</p> <p>Compte tenu du poids des titres de participation au bilan et de la sensibilité des modèles d'évaluation aux hypothèses retenues dans la détermination des flux de trésorerie, nous avons considéré la correcte évaluation des titres de participation comme un point clé de notre audit.</p> | <p>Notre appréciation de l'évaluation de la valeur d'inventaire des titres de participation est fondée sur le processus mis en place par la Société pour déterminer la valeur d'utilité des titres de participation.</p> <p>Nos travaux ont principalement consisté à apprécier le caractère raisonnable des flux prévisionnels de trésorerie pris en compte pour l'évaluation des titres de participation, et notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • obtenir les prévisions de flux de trésorerie des entités concernées et les rapprocher des plans d'affaires par GBL (<i>Global Business Line</i>) approuvés par la Direction ; • vérifier la cohérence des hypothèses retenues avec l'historique de performance du Groupe, des GBL et des entités, et conforter, notamment par entretiens avec la Direction, les perspectives futures de croissance ; • revoir la cohérence de la valeur terminale et des hypothèses sous-jacentes. |

Comptabilisation du chiffre d'affaires sur les projets de développement et / ou de migration plateformes avec des clients

Note « Principes, règles et méthodes comptables – Chiffre d'affaires » et Note 13 « Chiffre d'affaires » de l'annexe des comptes annuels

| Point clé de l'audit | Réponse apportée |
|--|--|
| <p>Pour les prestations au forfait réalisées sur plusieurs années, notamment pour les projets de développement et/ou de migration plateformes, le chiffre d'affaires est comptabilisé, au fur et à mesure de la réalisation de la prestation, selon le degré d'avancement déterminé par comparaison des coûts engagés à la clôture aux coûts totaux prévus sur la durée du contrat.</p> | <p>Nous avons pris connaissance du dispositif de contrôle interne relatif au suivi des contrats, à l'estimation des coûts sur la durée du contrat et de la marge. Nous avons testé l'efficacité des contrôles clés mis en œuvre par les contrôleurs financiers et les responsables opérationnels, notamment ceux relatifs aux coûts internes imputés par contrat et ceux restants à encourir.</p> |
| <p>Pour les contrats de services à éléments multiples, pouvant correspondre à une combinaison de différents services, le chiffre d'affaires est reconnu de manière séparée pour chacun des éléments lorsqu'ils sont identifiables séparément.</p> | <p>Par ailleurs, pour une sélection de contrats basée sur des critères quantitatifs et qualitatifs (contrats présentant des difficultés techniques dans leur réalisation, faible rentabilité), nous avons réalisé les diligences suivantes :</p> |
| <p>Les coûts totaux d'un contrat, et notamment ceux restant à encourir, font régulièrement l'objet d'un suivi et d'estimation, afin de déterminer le degré d'avancement du contrat et le niveau de marge à comptabiliser. Si ces estimations montrent qu'un contrat sera déficitaire, une provision pour perte à terminaison est comptabilisée immédiatement pour la totalité de la perte estimée.</p> | <ul style="list-style-type: none"> - pour les nouveaux contrats, nous avons corroboré : <ul style="list-style-type: none"> ▪ le niveau de marge attendue avec les données financières du contrat signé et l'estimation des coûts associés ; ▪ l'analyse et le traitement comptable retenu par la société avec les dispositions contractuelles et notre compréhension des services fournis, notamment lorsqu'un contrat incluait de multiples éléments. |
| <p>La comptabilisation du chiffre d'affaires et l'estimation de la marge associée sont déterminés à partir des hypothèses opérationnelles décrites ci-dessus et constituent en ce sens un point clé de l'audit.</p> | <ul style="list-style-type: none"> - pour les contrats en cours d'exécution : <ul style="list-style-type: none"> ▪ nous avons rapproché les données financières (chiffre d'affaires, facturation, et encours de production) figurant dans la fiche de suivi du contrat élaborée mensuellement par le contrôleur de gestion, avec la comptabilité ; ▪ nous avons corroboré le montant des encours de production, et notamment les heures par projets avec les données issues de l'application concernée ; ▪ nous avons analysé les modalités de calcul des taux horaires standards ; |

-
- sur la base d'entretiens avec les contrôleurs de gestion et/ou les responsables opérationnels, nous avons apprécié le degré d'avancement du contrat qu'ils ont déterminé et sur lequel se fondent la comptabilisation du chiffre d'affaires et de la marge ; nous avons par ailleurs conforté la pertinence de ces estimations en comparant les données prévisionnelles avec la performance à date du contrat et en les confrontant, le cas échéant, avec l'ensemble des informations obtenues depuis la signature du contrat ;
 - le cas échéant, nous avons conforté les hypothèses retenues par la Direction pour déterminer les pertes à terminaison identifiées sur les contrats déficitaires avec la performance historique des contrats et les jalons techniques restants à atteindre.
-

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Actionnaires. En application de la loi, nous vous signalons que les informations relatives aux délais de paiement prévues à l'article D. 441-4 du code de commerce, pris en application de l'article L. 441-6-1 dudit code, ne sont pas mentionnées dans le rapport de gestion.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du Conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L. 225-37-3 et L. 225-37-4 du code de commerce.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L. 225-37-3 du code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux

mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

Concernant les informations relatives aux éléments que votre société a considéré susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique d'achat ou d'échange, fournies en application des dispositions de l'article L. 225-37-5 du code de commerce, nous avons vérifié leur conformité avec les documents dont elles sont issues et qui nous ont été communiqués. Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur ces informations.

Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires

Désignation des Commissaires aux comptes

Nous avons été nommés Commissaires aux comptes de la société Worldline par l'Assemblée générale du 30 juin 1997 pour Deloitte & Associés et par celle du 30 avril 2014 pour Grant Thornton

Au 31 décembre 2018, Deloitte & Associés était dans la 22^{ème} année de sa mission sans interruption et Grant Thornton dans la 5^{ème} année, soit la 5^{ème} année pour les deux cabinets depuis que les titres de la société ont été admis aux négociations sur un marché réglementé.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au Comité des comptes de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilités des Commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au Comité des comptes

Nous remettons au Comité des comptes un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au Comité des comptes figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au Comité des comptes la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537/2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 822-10 à L. 822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le Comité des comptes des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

A Paris-La Défense et Neuilly-sur-Seine, le 21 février 2019

Les Commissaires aux comptes

Deloitte & Associés



Véronique Laurent

Grant Thornton

Membre français de Grant Thornton International



Virginie Palethorpe

E.5.1 Etats financiers

E.5.1.1 Bilan

| <i>(En milliers d'euros)</i> | Notes | 31 décembre 2018 | 31 décembre 2017 |
|---|---------|---------------------|---------------------|
| ACTIF | | | |
| Immobilisations incorporelles | Note 1 | 15 553 | 4 822 |
| Immobilisations corporelles | Note 2 | 37 609 | 32 716 |
| Participations | Note 3 | 3 090 145 | 647 531 |
| Autres immobilisations financières | Note 3 | 1 363 | 1 343 |
| Total actif immobilisé | | 3 144 670 | 686 411 |
| Stocks | | | |
| Avances et acomptes | | 455 | 459 |
| Créances clients et comptes rattachés | Note 4 | 140 015 | 104 054 |
| Créances diverses | Note 5 | 26 953 | 20 648 |
| Disponibilités et Valeurs mobilières de placement | Note 6 | 39 575 | 9 396 |
| Total actif circulant | | 206 998 | 134 556 |
| Comptes de régularisation | Note 7 | 28 842 | 23 666 |
| Total ACTIF | | 3 380 510 | 844 634 |
| PASSIF | | | |
| <i>(En milliers d'euros)</i> | | | |
| Capital social | | 124 137 | 90 371 |
| Prime d'émission | | 2 292 861 | 259 217 |
| Réserve légale | | 12 414 | 9 000 |
| Report à nouveau | | 217 570 | 242 107 |
| Résultat de l'exercice | | -34 561 | -24 392 |
| Capitaux propres | Note 8 | 2 612 421 | 576 303 |
| Provisions | Note 9 | 18 046 | 16 309 |
| Dettes financières | Note 10 | 419 519 | 67 854 |
| Avances et acomptes reçus sur commandes | | 2 458 | 2 136 |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | Note 11 | 104 157 | 97 064 |
| Dettes fiscales et sociales | Note 11 | 65 431 | 62 709 |
| Dettes sur immobilisations | Note 11 | 336 | 740 |
| Autres dettes | Note 11 | 122 767 | 8 193 |
| Total Dettes | | 714 669 | 238 696 |
| Produits constatés d'avance | Note 12 | 35 374 | 13 326 |
| Total PASSIF | | 3 380 510 | 844 634 |

E.5.1.2 Compte de résultat

| <i>(En milliers d'euros)</i> | Notes | 31 décembre 2018 | 31 décembre 2017 |
|--|---------|---------------------|------------------|
| Ventes de marchandises | | 42 354 | 17 172 |
| Production vendue de services | | 333 797 | 329 560 |
| Chiffres d'affaires | Note 13 | 376 151 | 346 732 |
| Subventions d'exploitation | | 0 | |
| Reprise sur amortissements et provisions, transfert de charges | | 7 282 | 6 225 |
| Autres produits | | 9 148 | 13 175 |
| Total produits d'exploitation | | 392 582 | 366 133 |
| Achat de marchandises et variation de stock | | -22 288 | -15 133 |
| Autres achats et charges externes | | -136 678 | -147 314 |
| Impôts, taxes et versements assimilés | | -7 793 | -7 596 |
| Salaires et traitements | | -126 620 | -114 595 |
| Charges sociales | | -57 289 | -49 602 |
| Dotations aux amortissements et provisions | | -15 160 | -13 383 |
| Autres charges | | -39 405 | -35 798 |
| Total charges d'exploitation | | -405 235 | -383 421 |
| Résultat d'exploitation | | -12 652 | -17 288 |
| Produits financiers | | 8 414 | 3 185 |
| Charges financières | | -8 901 | -1 462 |
| Résultat financier | Note 14 | -488 | 1 723 |
| Produits exceptionnels | | 16 247 | 2 816 |
| Charges exceptionnelles | | -36 032 | -10 997 |
| Résultat exceptionnel | Note 15 | -19 785 | -8 181 |
| Intéressement | | -1 422 | -2 793 |
| Impôts sur les bénéfices | Note 16 | -214 | 2 147 |
| RESULTAT NET | | -34 561 | -24 392 |

E.5.2 Annexes aux comptes de Worldline SA

E.5.2.1 Activité

L'activité opérationnelle de Worldline est organisée autour de trois lignes de services :

- Services aux Commerçants (Chiffre d'affaires 2018: € 73,2 millions, soit 19,5% du chiffre d'affaires total). Cette ligne de service offre aux commerçants un ensemble de solutions et de services très étendu, leur permettant d'accompagner leurs clients tout au long de la relation commerciale, tout en optimisant leurs dispositifs d'acceptation des paiements, et ce quel que soit le canal d'interaction utilisé. Cette ligne de services est composée de trois divisions : les services en ligne, les cartes privatives et enfin les programmes de fidélisation.
- Mobilité & Services Web Transactionnels (Chiffre d'affaires 2018 : 204,9 millions d'euros soit 54,5 % du chiffre d'affaires total). La ligne de services Mobilité & Services Web Transactionnels de Worldline répond aux besoins des clients du secteur privé et public en leur proposant de nouvelles solutions numériques et de nouveaux modèles économiques, qui tirent profit de la digitalisation croissante du monde physique. Cette ligne de services est composée de trois divisions : la billetterie électronique, les services électroniques gouvernementaux et les services e-consommateur et mobilité.
- Services Financiers (Chiffre d'affaires 2018 : 7,2 millions d'euros soit 1,9 % du chiffre d'affaires total). Cette ligne de services de Worldline dont les activités proviennent de l'intégration de Diamis, porte notamment le logiciel Cristal, utilisé par de nombreuses banques européennes de premier plan pour gérer les paiements de masse SEPA et domestiques, au moyen du module «Mass Payment Highway » ainsi que la liquidité intra-journalière des paiements et échanges de titres interbancaires (modules « Proactive Liquidity Manager » et « Target2-Securities »).

Sur l'exercice 2018, le chiffre d'affaires de Worldline est de 376,2 millions d'euros, en hausse de 8,5% comparé à l'année dernière, avec des évolutions sur les 3 Lignes de Services :

- Services Financiers génère de nouveau du revenu au sein de Worldline France en 2018 grâce à l'intégration des activités de l'ancienne société Diamis acquise fin 2017 et fusionnée avec Worldline SA par transmission universelle de patrimoine courant 2018.
- Mobilité et Services Web Transactionnels est en croissance à deux chiffres grâce notamment aux activités de développement liées aux contrats gagnés en 2017 (Bracelets électroniques, SI SAMU) et en 2018 (Solution Contact chez La Banque Postale et BNPP).
- Services aux Commerçants a été légèrement en décroissance, les nouveaux contrats de développement de solutions signés début 2018 (Boulangier, Pathé), compensant presque des baisses de volumes et certaines fins de contrats.

Le résultat d'exploitation de -12,7 millions d'euros est directement impacté par la nature du chiffre d'affaires en croissance en 2018 (plus de développement que d'exploitation) nécessitant plus de charges humaines et de sous-traitance. La croissance du chiffre d'affaire entraîne néanmoins une absorption meilleure des coûts fixes et centraux par rapport à 2017.

La société Worldline détient directement ou indirectement les titres de participations des filiales du Groupe Worldline, dont elle est Société Mère, et établit à ce titre des comptes consolidés.

La société supporte une part importante des coûts centraux et de structure du Groupe Worldline. Un certain nombre de flux de facturation ont été mis en place avec les sociétés du Groupe pour refléter les services rendus en tant que société mère.

E.5.2.2 Faits marquants

Le Groupe Worldline a finalisé un accord avec SIX en vue d'acquérir la société SIX Payment Services. SIX Payment Services (SPS) est la division de services de paiements de SIX fournissant à grande échelle des services d'acquisition commerçants et de traitement des transactions. Cela permettra au Groupe Worldline d'opérer une transformation stratégique qui renforcera sa position de leader européen via notamment la complémentarité des deux sociétés en termes de couverture géographique et d'offre produit.

Cette opération est structurée via :

- une augmentation de capital au bénéfice de SIX Group AG de 49 066 878 d'actions nouvelles Worldline (soit une prise de participation de SIX Group AG d'environ 26,6% au capital de la Société)
- un versement en numéraire d'environ 338 millions de francs suisses (soit environ 286 millions d'euros)

Cette opération s'est finalisée en date du 30 novembre 2018.

Worldline a signé le 20 Décembre 2018 un contrat RCF (Revolving Credit Facility) avec un pool de banques portant sur une facilité de crédit renouvelable d'un montant de 600 millions d'euros.

Worldline SA a annoncé la mise en œuvre à compter du 3 août 2018 d'un mandat irrévocable avec un prestataire de services financiers indépendant (PSI) portant sur le rachat de ses propres actions dans la limite de 930 000 actions jusqu'au 31 mars 2019, pour un prix ne pouvant dépasser le plafond de 65,50 € par action tel que fixé dans la 10ème résolution votée par l'Assemblée Générale Mixte du 24 mai 2018. L'ensemble des actions ont été achetées sur l'exercice 2018. Le portefeuille titres a été transféré à la Société générale.

E.5.2.3 Principes, règles et méthodes comptables

Les comptes de l'exercice 2018 ont été arrêtés dans le respect des principes comptables généraux arrêtés en France (règlement ANC n° 2016-07), en accord avec le Plan Comptable Général, et notamment application des principes suivants :

- prudence;
- continuité d'exploitation;
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre;
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode du coût historique. Les comptes annuels sont établis et présentés en milliers d'euros.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition. Elles comprennent principalement les logiciels et licences, et les fonds de commerce.

Les logiciels créés destinés à usage interne et les frais de développement des applications utilisées pour les besoins de l'exploitation sont directement inscrits en charge de l'exercice.

Les logiciels acquis destinés à usage interne sont comptabilisés en immobilisations incorporelles et amortis linéairement sur une durée maximale de 3 ans.

Le cas échéant, une provision peut être constituée sur les fonds de commerce sur la base de leur valeur d'utilité.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, excluant toute charge financière.

L'amortissement est calculé linéairement sur les durées d'utilisation suivantes :

- | | |
|----------------------------------|------------|
| • constructions | 20 ans |
| • agencements et installations | 5 à 20 ans |
| • Matériel informatique | 3 à 5 ans |
| • Véhicules | 4 ans |
| • Mobilier et matériel de bureau | 5 à 10 ans |

Immobilisations financières

Les immobilisations financières sont composées de titres de participation et d'autres immobilisations financières (dépôts de garantie, prêts).

La valeur brute des titres de participation figurant au bilan est constituée par leur coût d'acquisition. Les frais d'acquisition sont comptabilisés en charges.

La valeur d'utilité est déterminée en tenant compte de la quote-part de situation nette réestimée et des perspectives de rentabilité. Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur d'utilité est inférieure à la valeur d'acquisition.

Les perspectives de rentabilité sont déterminées à partir des prévisions de flux de trésorerie établis sur la base des plans d'affaire des Global Business Line (GBL) sur 3 ans approuvés par la direction et une valeur terminale.

Créances clients et comptes rattachés

Les créances sont évaluées à leur valeur nominale. Elles sont appréciées individuellement et, le cas échéant, font l'objet d'une provision pour dépréciation.

Au bilan, elles figurent en « Créances clients et comptes rattachés » pour la part des prestations excédant la facturation émise et en « Produits constatés d'avance » lorsque les prestations réalisées sont inférieures aux facturations clients.

Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont présentées au bilan à leur valeur d'acquisition. Elles font l'objet d'une dépréciation à la clôture lorsque leur valorisation est inférieure à la valeur d'acquisition.

Provisions

Des provisions sont comptabilisées si les trois conditions suivantes sont remplies :

- Worldline a une obligation actuelle (juridique, réglementaire, contractuelle ou implicite) résultant d'événements passés,
- Il est probable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour éteindre l'obligation, et
- Le montant peut être estimé de manière fiable.

Provision retraite

La société évalue et comptabilise ses engagements relatifs aux indemnités de départ à la retraite conformément à la recommandation 2013-02 de l'ANC.

Ces engagements sont provisionnés en application de la méthode dite du « corridor ». Les écarts actuariels sont reconnus au compte de résultat sur la durée de vie active résiduelle des bénéficiaires du régime dès lors qu'ils représentent plus de 10% des engagements à la date de clôture.

Emprunts

La société a pris l'option d'étaler ses frais d'émission d'emprunts sur la durée de l'emprunt comme l'autorise l'article 212-11 du PCG.

Chiffre d'affaires

Les activités de services constituent la majeure partie du chiffre d'affaires de Worldline.

Le chiffre d'affaires découlant des activités transactionnelles, notamment dans le domaine des paiements, est reconnu au cours de la période durant laquelle le traitement a été achevé.

Le produit des abonnements est comptabilisé linéairement sur la durée du contrat.

Le chiffre d'affaires pour les projets de développement et / ou de migration plateformes avec des clients sont reconnus au fur et à mesure de la réalisation de la prestation, selon le degré d'avancement, lorsque le résultat à terminaison peut être déterminé de manière fiable. L'avancement est déterminé par comparaison des coûts cumulés engagés, à une date donnée, aux coûts totaux prévus du contrat. Les prestations relatives à ces contrats figurent au bilan sous la rubrique « Clients et comptes rattachés » pour la part des produits à recevoir et en « Autres passifs courants » pour la part des produits constatés d'avance. Lorsque le résultat d'un contrat au forfait ne peut être estimé de façon fiable, le chiffre d'affaires n'est reconnu que dans la limite des coûts du contrat encourus qui seront probablement recouvrables.

Les revenus relatifs aux autres services effectués pour le compte de clients sont reconnus au moment de l'achèvement de la prestation de service.

Worldline est amené à signer des contrats de services à éléments multiples, pouvant correspondre à une combinaison de différents services. Le chiffre d'affaires est reconnu de manière séparée pour chacun des éléments lorsqu'ils sont identifiables séparément. Un ensemble de contrats est regroupé et traité comme un seul et unique contrat, lorsque cet ensemble de contrats est négocié comme un marché global, que les contrats sont si étroitement liés qu'ils font, de fait, partie d'un projet unique avec une marge globale et que les contrats sont exécutés simultanément ou à la suite l'un de l'autre, sans interruption.

Worldline effectue, de manière régulière et dans certaines circonstances particulières, des analyses de rentabilité des contrats de services afin de déterminer si les dernières estimations de chiffres d'affaires, de coûts et d'avancement nécessitent d'être révisées. Si, ces estimations montrent qu'un contrat sera déficitaire, une provision pour perte à terminaison est comptabilisée immédiatement couvrant la perte dans son intégralité.

Résultat exceptionnel

Les produits et charges exceptionnels du compte de résultat incluent les éléments exceptionnels des activités ordinaires et les éléments extraordinaires.

Les éléments exceptionnels provenant des activités ordinaires sont ceux dont la réalisation n'est pas liée à l'exploitation courante de l'entreprise soit parce qu'ils sont anormaux dans leur montant ou leur incidence, soit parce qu'ils surviennent rarement.

Intégration fiscale

En vertu de l'article 223-A du CGI, la société Worldline SA a signé une convention d'intégration fiscale avec ses filiales françaises, prenant effet au 1^{er} Janvier 2015. Les filiales membres du groupe fiscal Worldline sont les sociétés suivantes :

- Worldline participations 1
- Similo
- Santeos
- Worldline bourgogne

Suite à l'apport des titres Mantis et Arabor à la transaction Equens, ces filiales ne font plus partie de l'intégration fiscale de Worldline SA.

Worldline SA en tant que Société mère de l'intégration fiscale, est désignée comme seule redevable de l'impôt sur les sociétés du Groupe formé par elle-même et les sociétés membres de l'intégration fiscale.

Les principales modalités de la convention sont les suivantes :

- le résultat des sociétés intégrées est déterminé comme si elles étaient imposées séparément;
- les créances de report en arrière des déficits de la filiale nées avant la période d'intégration ne sont pas imputables sur l'impôt dû par la filiale.

La convention reproduit le principe de neutralité dans la mesure où il est prévu que chaque filiale doit constater dans ses comptes, pendant toute la durée de l'intégration dans le groupe, une charge ou un produit d'impôt égal à celui qu'elle aurait constaté si elle n'avait pas été intégrée.

Le groupe d'intégration fiscale dispose de déficits fiscaux indéfiniment reportables.

Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE)

Le produit relatif au CICE s'élève à 2,8 millions d'euros au titre de l'exercice 2018. Il a été comptabilisé en déduction des charges de personnel.

Au cours de l'exercice 2018, le CICE a été utilisé pour financer des frais de développement visant à créer de nouvelles fonctionnalités pour les offres existantes.

E.5.2.4 Identité de la société consolidant Worldline

La société Worldline SA est consolidée dans le groupe Atos par intégration globale.

E.5.2.5 Notes annexes aux états financiers

Note 1 Immobilisations incorporelles

Tableau de variation des immobilisations incorporelles

| <i>(En milliers d'euros)</i> | 31 décembre 2017 | Augmentations | Diminutions | 31 décembre 2018 |
|---|------------------|---------------|-------------|------------------|
| Logiciels | 23 419 | 2 208 | | 25 627 |
| Concessions et droits similaires | 1 034 | | | 1 034 |
| Fonds commercial | 1 587 | 11 128 | | 12 715 |
| Immobilisations incorporelles brutes | 26 040 | 13 336 | 0 | 39 376 |
| Logiciels | -19 462 | -2 604 | | -22 066 |
| Concessions et droits similaires | -1 034 | | | -1 034 |
| Fonds commercial | -722 | | | -722 |
| Total amortissements et dépréciations | -21 219 | -2 604 | 0 | -23 823 |
| Logiciels | 3 957 | -396 | 0 | 3 561 |
| Concessions et droits similaires | - | 0 | 0 | 0 |
| Fonds commercial | 865 | 11 128 | 0 | 11 993 |
| Valeur nette des immobilisations incorporelles | 4 821 | 10 732 | 0 | 15 553 |

Les fonds de commerce ont essentiellement été constitués à l'issue de la Transmission Universelle de Patrimoine de la société Atos Worldline Financial Markets en 2013 pour une valeur nette de 0,8 million d'euros.

L'augmentation des fonds de commerce est liée à la transmission universelle de patrimoine de Diamis et à l'acquisition du fonds de commerce Sirius.

Note 2 Immobilisations corporelles

Tableau de variation des immobilisations corporelles

| <i>(En milliers d'euros)</i> | 31 décembre 2017 | Augmentations | Diminutions | 31 décembre 2018 |
|---|------------------|---------------|---------------|------------------|
| Terrains | 869 | | | 869 |
| Constructions | 1 700 | 8 | -120 | 1 589 |
| Installations, matériels et outillages | 85 451 | 10 398 | -4 | 95 845 |
| Autres immobilisations corporelles | 53 525 | 3 414 | | 56 939 |
| Immobilisations en cours | 3 545 | 3 027 | -2 288 | 4 284 |
| Immobilisations corporelles brutes | 145 090 | 16 847 | -2 412 | 159 525 |
| Terrains | -65 | | | -65 |
| Constructions | -454 | -111 | | -565 |
| Installations, matériels et outillages | -71 395 | -6 190 | 4 | -77 581 |
| Autres immobilisations corporelles | -40 461 | -3 245 | | -43 706 |
| Immobilisations en cours | - | | | - |
| Total amortissements et dépréciations | -112 375 | -9 546 | 4 | -121 917 |
| Terrains | 804 | 0 | 0 | 804 |
| Constructions | 1 246 | -103 | -120 | 1 024 |
| Installations, matériels et outillages | 14 056 | 4 208 | 0 | 18 264 |
| Autres immobilisations corporelles | 13 064 | 169 | 0 | 13 233 |
| Immobilisations en cours | 3 545 | 3 027 | -2 288 | 4 284 |
| Valeur nette des immobilisations corporelles | 32 715 | 7 301 | -2 407 | 37 609 |

Note 3 Immobilisations financières

Tableau de variation des immobilisations financières

| (En milliers d'euros) | 31 décembre 2017 | Augmentations | Diminutions | 31 décembre 2018 |
|---|------------------|------------------|----------------|------------------|
| Participations | 656 256 | 2 458 000 | -21 684 | 3 092 572 |
| Prêts | 49 | 28 | | 77 |
| Dépôts et cautionnements | 1 293 | | -8 | 1 285 |
| Immobilisations financières brutes | 657 597 | 2 458 028 | -21 692 | 3 093 934 |
| Participations | -8 725 | | 6 299 | -2 426 |
| Prêts | 0 | | | 0 |
| Dépôts et cautionnements | 0 | | | 0 |
| Total amortissements et dépréciations | -8 725 | 0 | 6 299 | -2 426 |
| Participations | 647 531 | 2 458 000 | -15 385 | 3 090 146 |
| Prêts | 49 | 28 | 0 | 77 |
| Dépôts et cautionnements | 1 293 | 0 | -8 | 1 285 |
| Valeur nette des immobilisations financières | 648 872 | 2 458 028 | -15 393 | 3 091 508 |

L'augmentation des titres de participation pour 2 458 millions d'euros correspond à l'acquisition des sociétés SIX Payment Services.

Les diminutions de titres de participation concerne la sortie des titres Diamis pour 15 millions d'euros suite à la transmission universelle de patrimoine et à la sortie des titres Buyster pour 6 millions d'euros suite à sa radiation.

Tableau de ventilation des prêts et autres immobilisations financières par échéance

| (En milliers d'euros) | Valeur brute 31 décembre 2018 | Moins d'un an | 1 à 5 ans |
|---|-------------------------------|---------------|--------------|
| Prêts | 77 | 77 | |
| Dépôts et cautionnements | 1 285 | | 1 285 |
| TOTAL PRETS ET AUTRES IMMOBILIATIONS FINANCIERES | 1 362 | 77 | 1 285 |

Tableau des filiales et participations

| (En milliers d'euros) | Valeur brute au 31 décembre 2018 | Valeur nette au 31 décembre 2018 | % d'intérêt | CA | Capital Social | Dividende Payé | Résultat net au 31 décembre 2018 | Capitaux Propres |
|---|----------------------------------|----------------------------------|-------------|---------|----------------|----------------|----------------------------------|------------------|
| A - Filiales (50% ou plus) | | | | | | | | |
| France | | | | | | | | |
| Santeos | 4 294 | 4 294 | 100% | 4 957 | 1 500 | 968 | 49 | 1 701 |
| Worldline Bourgogne | 373 | 373 | 100% | 2 248 | 38 | 438 | 577 | 621 |
| Similo SAS | 600 | 600 | 100% | 5 334 | 322 | 159 | 24 | 366 |
| Worldline participation 1 SA | 2 426 | - | 100% | 0 | 37 | 0 | -4 | 14 |
| Benelux | | | | | | | | |
| Worldline SA (Luxembourg) | 33 900 | 33 900 | 100% | 28 040 | 33 819 | 0 | 21 791 | 132 312 |
| Worldline NV/SA | 324 466 | 324 466 | 100% | 419 523 | 136 012 | 0 | 14 792 | 561 223 |
| Equens SE | 254 086 | 254 086 | 23% | 725 652 | 366 274 | 4 315 | 104 979 | 945 125 |
| Suisse | | | | | | | | |
| Six Payment Services AG (1) | 1 393 987 | 1 393 987 | 100% | 563 206 | 5 746 | 0 | 1 903 | 77 738 |
| Six Payment Services (Europe) SA (1) | 1 040 799 | 1 040 799 | 100% | 305 247 | 1 820 | 0 | -4 605 | 161 286 |
| Six Payment Services (Luxembourg) (1) | 23 214 | 23 214 | 100% | 1 304 | 255 | 0 | 141 | 566 |
| Asie | | | | | | | | |
| Worldline (Taiwan) | 900 | 900 | 100% | 1 618 | 1 008 | 0 | 324 | 1 096 |
| B - Autres (Moins de 50%) | | | | | | | | |
| Atos Intégration | 620 | 620 | 5% | 724 547 | 8 542 | 0 | -7 651 | 13 864 |
| Atos IT Solutions and Services SA (Argentine) | 9 211 | 9 211 | 24% | 21 526 | 2 122 | 0 | -5 175 | -3 126 |
| In Touch | 3 675 | 3 675 | 26% | 5 338 | 28 | 0 | -3 092 | 1 621 |
| Autres participations | 20 | 20 | | | | | | |
| TOTAL PRINCIPALES FILIALES ET PARTICIPATIONS | 3 092 572 | 3 090 146 | | | | | | |

(1) Cf. « Note E.5.2.2 Faits marquants » pour le détail de l'investissement pour SIX Payment Services.

Note 4 Créances clients et comptes rattachés nets

| <i>(En milliers d'euros)</i> | Valeur brute au 31 décembre 2018 | Dépréciations | Valeur nette au 31 décembre 2018 | Valeur nette au 31 décembre 2017 |
|--|----------------------------------|---------------|----------------------------------|----------------------------------|
| Clients et comptes rattachés | 76 007 | | 76 007 | 57 632 |
| Clients douteux | 1 036 | -902 | 135 | 131 |
| Factures à établir | 63 873 | | 63 873 | 46 291 |
| TOTAL CREANCES CLIENTS ET COMPTES RATTACHES | 140 917 | -902 | 140 015 | 104 054 |

L'échéance de ces créances est à moins d'un an.

Note 5 Créances diverses

| <i>(En milliers d'euros)</i> | Valeur au 31 décembre 2018 | Valeur au 31 décembre 2017 |
|--|----------------------------|----------------------------|
| Fournisseurs débiteurs | 5 745 | 1 296 |
| Personnel | 94 | 108 |
| Sécurité sociale et organismes sociaux | 75 | 48 |
| Etat, impôts et taxes | 17 851 | 16 986 |
| Comptes courants groupe | 2 382 | 2 065 |
| Divers | 808 | 145 |
| TOTAL CREANCES DIVERSES | 26 954 | 20 648 |

L'échéance de ces créances diverses est à moins d'un an.

Produits à recevoir

| <i>(En milliers d'euros)</i> | 31 décembre 2018 | 31 décembre 2017 |
|---|------------------|------------------|
| Créances clients, factures à établir et comptes rattachés | 63 873 | 46 291 |
| Autres créances | 5 745 | 1 296 |
| TOTAL PRODUITS A RECEVOIR | 69 618 | 47 587 |

Note 6 Disponibilités et valeurs mobilières de placement

| <i>(En milliers d'euros)</i> | Valeur brute au 31 décembre 2018 | Depreciations | Valeur nette au 31 décembre 2018 | Valeur nette au 31 décembre 2017 |
|--|-------------------------------------|---------------|-------------------------------------|-------------------------------------|
| Valeurs mobilières de placement | 44 115 | -5 522 | 38 593 | 0 |
| Disponibilités | 981 | 0 | 981 | 9 396 |
| TOTAL DISPONIBILITES ET VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT | 45 096 | -5 522 | 39 575 | 9 396 |

Les valeurs de placement correspondent à des placements à court terme des excédents de trésorerie disponible.

Sur l'exercice 2018, 930 000 actions ont été achetées et 15 470 actions propres ont été vendues. Le nombre d'actions propres détenues au 31 décembre 2018 s'établit à 914 530.

Au cours moyen de 48,24 euros, le montant brut du portefeuille est valorisé à 44,1 millions d'euros au 31 décembre 2018.

Compte tenu de la baisse de la valeur boursière de l'action Worldline, une dépréciation de 5,5 millions d'euros a été comptabilisée sur l'exercice.

Note 7 Comptes de régularisation à l'actif

| <i>(En milliers d'euros)</i> | 31 décembre 2018 | 31 décembre 2017 |
|--|------------------|------------------|
| Prestations de fonctions supports | 12 055 | 6 911 |
| Maintenance | 673 | 1 304 |
| Locations | 4 766 | 5 410 |
| Assurances | 21 | 2 100 |
| Autres | 11 327 | 7 941 |
| TOTAL Comptes de régularisation actif | 28 843 | 23 666 |

Dans les autres comptes de régularisation actif est inclus le RCF (crédit revolving facility) pour 2,4 millions d'euros.

Note 8 Capitaux Propres

Capital social

| | 31 décembre 2018 | 31 décembre 2017 |
|-----------------------|------------------|------------------|
| Nombre d'actions | 182 554 917 | 132 898 963 |
| Valeur nominale (€) | 0,68 | 0,68 |
| Capital social | 124 137 | 90 371 |

Durant l'exercice 2018 la variation du nombre d'actions provient essentiellement de l'augmentation de capital réalisée pour l'acquisition des sociétés SIX Payment Services.

Tableau de variation des capitaux propres

| (En milliers d'euros) | 31 décembre 2017 | Dividendes | Affectation du résultat | Augmentation de capital | Résultat net 2018 | 31 décembre 2018 |
|-------------------------------|------------------|------------|-------------------------|-------------------------|-------------------|------------------|
| Capital social | 90 371 | | | 33 766 | | 124 137 |
| Primes d'émission | 259 217 | | | 2 033 644 | | 2 292 861 |
| Réserve légale | 8 999 | | | 3 415 | | 12 414 |
| Report à nouveau | 242 107 | | -24 392 | -145 | | 217 570 |
| Résultat de l'exercice | -24 392 | | 24 392 | | -34 561 | -34 561 |
| Total capitaux propres | 576 302 | 0 | 0 | 2 070 680 | -34 561 | 2 612 421 |

Note 9 Provisions

| (En milliers d'euros) | 31 décembre 2017 | Charges | Reprises utilisées | Reprises non utilisées | Reclassement | 31 décembre 2018 |
|-------------------------|------------------|--------------|--------------------|------------------------|---------------|------------------|
| Provision retraite | 15 355 | 2 730 | | | -1 303 | 16 782 |
| Provisions pour risques | 706 | 1 239 | -721 | -175 | | 1 049 |
| Pertes à terminaison | 0 | | | | | 0 |
| Autres provisions | 247 | | -33 | | | 214 |
| TOTAL PROVISIONS | 16 308 | 3 969 | -754 | -175 | -1 303 | 18 045 |
| <i>Dont</i> | | | | | | |
| - exploitation | | 3 019 | -721 | -70 | | |
| - financier | | 437 | | | | |
| - exceptionnel | | 513 | -33 | -105 | | |

La colonne reclassement concerne la transmission universelle de patrimoine de Diamis pour 0,7 millions d'euros et au préfinancement AXA.

Provisions retraite

L'évolution de la provision pour indemnités de départ à la retraite sur l'exercice se présente comme suit :

| (En milliers d'euros) | 2018 |
|--------------------------------------|---------------|
| Provision au 1er janvier 2018 | 15 356 |
| Coût des services | 2 308 |
| Charge d'actualisation | 422 |
| Prestations payées | 0 |
| Variation de périmètre | 0 |
| Amortissement des écarts actuariels | 0 |
| Autres | -1 303 |
| Provision au 31 décembre 2018 | 16 782 |

L'évolution des engagements pour indemnités de départ à la retraite sur l'exercice et la réconciliation avec la provision à la clôture se présentent comme suit :

| <i>(En milliers d'euros)</i> | 2018 |
|--|---------------|
| Engagements au 1er janvier 2018 | 25 572 |
| Coût des services | 1 795 |
| Charge d'actualisation | 422 |
| Prestations payées | |
| Ecarts actuariels générés sur l'exercice | 151 |
| Variation de périmètre | 0 |
| Autres | -1 149 |
| Engagements au 31 décembre 2018 | 26 791 |
| Ecarts actuariels non reconnus | -10 009 |
| Provision au 31 décembre 2018 | 16 782 |

L'évaluation des engagements est effectuée par individu sur la base des hypothèses suivantes :

- Taux d'actualisation: 1,6%
- L'évaluation future des salaires: 1,6%
- Taux de rotation estimé :
 - Cadres : Décroissant (à partir de 7,80% à 25 ans) selon l'âge puis nul à partir de 56 ans
 - Non cadres : Décroissant (à partir de 5,46% à 20 ans) selon l'âge puis nul à partir de 56 ans

Note 10 Dettes financières

Tableau de l'endettement net

| <i>(En milliers d'euros)</i> | Moins d'un an | 1 à 5 ans | 31 décembre 2018 | 31 décembre 2017 |
|---------------------------------|-----------------|-----------|---------------------|---------------------|
| Concours bancaires courants | 419 223 | | 419 223 | 67 265 |
| Autres dettes | 297 | | 297 | 589 |
| Total Emprunts et dettes | 419 519 | 0 | 419 519 | 67 854 |
| Comptes courants Groupe | -116 315 | | -116 315 | (2 863) |
| Valeurs mobilières de placement | 38 593 | Note 6 | 38 593 | (0) |
| Disponibilités | 981 | Note 6 | 981 | 9 396 |
| Solde net | -496 260 | 0 | -496 260 | -61 321 |

Note 11 Dettes fournisseurs et comptes rattachés

| <i>(En milliers d'euros)</i> | Valeur brute 31 décembre 2018 | Valeur brute 31 décembre 2017 |
|---|-------------------------------------|-------------------------------------|
| Fournisseurs et comptes rattachés | 104 157 | 97 064 |
| Personnel | 22 810 | 22 558 |
| Sécurité sociale et organismes sociaux | 27 264 | 24 814 |
| TVA | 15 357 | 15 337 |
| Groupe et associés | 118 698 | 4 927 |
| Autres dettes | 4 405 | 4 006 |
| TOTAL DETTES FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES | 292 691 | 168 706 |

L'échéance de ces dettes fournisseurs et comptes rattachés est à moins d'un an.

Charges à payer

| <i>(En milliers d'euros)</i> | 31 décembre 2018 | 31 décembre 2017 |
|------------------------------|------------------|------------------|
| Factures non parvenues | 65 631 | 57 730 |
| Dettes fiscales et sociales | 38 224 | 39 079 |
| Autres dettes | 4 069 | 3 178 |
| TOTAL CHARGES A PAYER | 107 924 | 99 987 |

Note 12 Produits constatés d'avance

Au 31 décembre 2018, les produits constatés d'avance s'élevaient à 35,4 millions d'euros et correspondent pour l'essentiel aux prestations relatives aux contrats comptabilisés à l'avancement, dont la réalisation est inférieure aux facturations clients.

Note 13 Chiffre d'affaires

Ventilation du chiffre d'affaires par secteur d'activité

| <i>(En milliers d'euros)</i> | 31 décembre 2018 | | 31 décembre 2017 | |
|--|------------------|-------------|------------------|-------------|
| | | % | | % |
| Services Commerçants | 73 184 | 19,5% | 73 387 | 21,2% |
| Services Financiers | 7 199 | 1,9% | 0 | 0,0% |
| Mobilité et Services Web Transactionnels | 204 971 | 54,5% | 185 948 | 53,6% |
| Autres prestations de service groupe | 90 797 | 24,1% | 87 397 | 25,2% |
| Total chiffres d'affaires par ligne de service | 376 151 | 100% | 346 732 | 100% |
| France | 307 319 | 81,7% | 286 902 | 82,7% |
| Etranger | 68 832 | 18,3% | 59 830 | 17,3% |
| Total chiffres d'affaires par zone géographique | 376 151 | 100% | 346 732 | 100% |

Sur l'exercice 2018, le chiffre d'affaires de Worldline est de 376,2 millions d'euros, en croissance de 8,5% par rapport à l'année précédente, avec des évolutions sur les 3 lignes de services :

- Suite à l'intégration au sein de Worldline des activités de DIAMIS acquise fin 2017 et fusionnée avec Worldline SA par transmission universelle de patrimoine courant 2018, l'activité de Services Financiers génère de nouveau du revenu au sein de Worldline France notamment grâce au logiciel Cristal.
- Mobilité et Services Web Transactionnels est en croissance à deux chiffres grâce notamment aux activités de développement liées aux contrats gagnés en 2017 (Bracelets électroniques, SI SAMU) et en 2018 (Solution Contact chez La Banque Postale et BNPP).
- Services aux Commerçants a été légèrement en décroissance, les nouveaux contrats de développement de solutions signés début 2018 (Boulangier, Pathé), compensant presque des baisses de volumes et certaines fins de contrats.

Note 14 Résultat financier

| <i>(En milliers d'euros)</i> | 31 décembre 2018 | 31 décembre 2017 |
|---------------------------------------|-------------------------|-------------------------|
| Dividendes | 5 878 | 1 643 |
| Revenus des créances immobilisés | 2 496 | 1 115 |
| Autres produits financiers | 39 | 427 |
| Total produits financiers | 8 413 | 3 185 |
| Intérêts sur les dettes financières | | |
| Intérêts sur comptes courants Groupe | | |
| Provision sur titres de participation | | |
| Autres provisions financières | -5 959 | -384 |
| Intérêts sur compte bancaires | | |
| Pertes de change | -1 044 | -75 |
| Autres charges financières | -1 899 | -1 003 |
| Total charges financières | -8 901 | -1 462 |
| Résultat financier | -488 | 1 723 |

Les dividendes reçus en 2018 proviennent de quatre filiales Worldline Bourgogne, Santeos, Similo et EquensWorldline.

Les autres provisions financières concernent principalement les valeurs mobilières de placement.

Note 15 Résultat exceptionnel

| <i>(En milliers d'euros)</i> | 31 décembre 2018 | 31 décembre 2017 |
|--|-------------------------|-------------------------|
| Prix de cession des immobilisations financières | 182 | 74 |
| Reprise de provisions et dépréciations sur immobilisations | | |
| Autres reprises de provisions et dépréciations | 6 437 | 439 |
| Autres produits exceptionnels | 9 628 | 2 303 |
| Total produits exceptionnels | 16 247 | 2 816 |
| Valeur nette comptable des immobilisations financières | | -94 |
| Dépréciations et provisions | -6 812 | -121 |
| Autres charges exceptionnelles | -29 219 | -10 782 |
| Total charges exceptionnelles | -36 032 | -10 996 |
| Résultat exceptionnel | -19 785 | -8 181 |

En 2018, les autres charges et produits exceptionnels concernent principalement les coûts liés à l'acquisition de SIX Payment Services pour 18 millions d'euros, les coûts liés au programme Team et les coûts liés au programme Chess.

Note 16 Impôts sur les bénéfices

Intégration fiscale

Le groupe d'intégration fiscale dispose de déficits fiscaux indéfiniment reportables. Le montant de ces déficits au 31 décembre 2018 s'élève à 87,1 millions d'euros.

Allègement et accroissement de la dette future d'impôt Worldline imposée séparément

A la clôture de l'exercice, le montant des allègements et accroissements de la dette future d'impôt se ventile ainsi :

| <i>(En milliers d'euros)</i> | Allègements (En base) | Accroissements (En base) |
|--------------------------------------|----------------------------------|-------------------------------------|
| <i>Différences temporaires</i> | 18 614 | - |
| TOTAL DIFFERENCES TEMPORAIRES | 18 614 | - |

Les actifs ou passifs différés d'impôt ne figurent pas dans les comptes.

Ventilation de l'impôt entre résultat courant et résultat exceptionnel

| <i>(En milliers d'euros)</i> | Avant IS | IS calculé | Montant net |
|---|-----------------|-------------------|--------------------|
| Résultat courant | (13 140) | | (13 140) |
| Résultat exceptionnel, crédit d'impôt et participation des salariés | (21 206) | (214) | (21 421) |
| TOTAL IMPOTS | (34 347) | (214) | (34 561) |

Au cours de l'exercice, Worldline a enregistré un crédit d'impôt au titre du crédit d'impôt recherche pour un montant de 1,4 millions d'euros, un bonus d'intégration fiscale pour -0,2 million d'euros et des retenues à la source pour 0,5 millions d'euros.

Note 17 Engagements hors bilan

Engagements donnés

| <i>(En milliers d'euros)</i> | 31 décembre 2018 | 31 décembre 2017 |
|---|-------------------------|-------------------------|
| Autres garanties | 2 900 | 2 900 |
| Complément de prix SIX Payment Services (SPS) | 117 600 | |
| TOTAL GARANTIES DONNEES | 120 500 | 2 900 |

Le complément de prix, suite à l'acquisition de SIX Payment Services, a été décidé lors de la rédaction du master agreement du mois de mai 2018.

Engagements reçus

| <i>(En milliers d'euros)</i> | 31 décembre 2018 | 31 décembre 2017 |
|-------------------------------|-------------------------|-------------------------|
| Garanties bancaires | 7 186 | 798 |
| TOTAL GARANTIES RECUES | 7 186 | 798 |

Note 18 Entreprises Liées et entreprises ayant un lien de participation

Compte de résultat

| <i>(En milliers d'euros)</i> | 31 décembre 2018 | 31 décembre 2017 |
|------------------------------|-------------------------|-------------------------|
| Charges financières | (723) | (745) |
| Produits financiers | 5 878 | 1 878 |
| Charges exceptionnelles | (6 227) | (4 083) |
| Produits exceptionnels | 9 628 | 2 303 |
| TOTAL | 8 556 | (647) |

Actif

| <i>(En milliers d'euros)</i> | 31 décembre 2018 | 31 décembre 2017 |
|------------------------------|-------------------------|-------------------------|
| Clients et comptes rattachés | 75 169 | 49 749 |
| Comptes courants groupe | 2 382 | 2 065 |
| Autres actifs | 218 | 852 |
| TOTAL | 77 769 | 52 666 |

Passif

| <i>(En milliers d'euros)</i> | 31 décembre 2018 | 31 décembre 2017 |
|--|-------------------------|-------------------------|
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 23 545 | 42 082 |
| Comptes courants groupe | 118 698 | 4 927 |
| Autres passifs | 803 | 251 |
| TOTAL | 143 046 | 47 260 |

Au cours de l'exercice 2018, aucune transaction visée à l'article R.123-198 11 du Code du Commerce n'est intervenue avec des parties liées, les transactions avec ces dernières étant conclues à des conditions normales de marché.

Note 19 Autres informations

Effectifs moyens par catégorie

| | 31 décembre 2018 | 31 décembre 2017 |
|---|------------------|------------------|
| Ingénieurs et cadres | 2 046 | 1 896 |
| Techniciens, agents de maîtrise et employés | 410 | 387 |
| TOTAL EFFECTIFS MOYENS | 2 456 | 2 283 |

Rémunération des dirigeants

En 2018, les coûts des principaux dirigeants de Worldline sont :

- ceux du Directeur Général conformément à la convention conclue avec Atos relative à l'engagement et la rémunération de ce dernier ; et
- celui du Directeur Général Délégué dans sa totalité.

Aucun coût n'a été pris en compte pour la rémunération du Président du Conseil d'administration.

Le montant global des rémunérations directes et indirectes de toutes natures, perçues par les membres de la direction (Directeur Général et Directeur Général Délégué), s'élève à 3 millions d'euros.

Le montant des jetons de présence alloués aux administrateurs s'élève à 0,1 million d'euros.

Note 20 Evènements postérieurs à la clôture

Le 29 janvier 2019, le Conseil d'administration d'Atos, après un processus de gouvernance spécifique, a proposé de soumettre à ses actionnaires le projet de distribution en nature d'environ 23,4% du capital de Worldline, sur les 50,8% actuellement détenus par Atos. Après la transaction, Atos conserverait environ 27,4% du capital de Worldline et le flottant de Worldline serait porté à environ 45,7%.

Le conseil d'administration de Worldline s'est réuni le 29 janvier 2019 et s'est félicité à l'unanimité de ce changement de structure de l'actionnariat.

Le pacte d'actionnaires entre Atos et SIX sera modifié afin de refléter le partenariat continu entre les deux groupes après la distribution et les deux parties devraient s'engager à bloquer pendant six mois leurs participations respectives dans Worldline post-distribution.